

LE DEVOIR

Libre de penser

Cri du coeur du Conseil québécois du théâtre

L'organisme invite Québec à se doter d'une politique de fréquentation des arts de la scène

5 avril 2013 | François Lévesque | Théâtre



Photo : Mathieu Rivard

«À la base, on parle d'un problème d'inaccessibilité des arts de la scène pour les jeunes. 62 % d'entre eux n'ont pas accès aux arts de la scène professionnels - et j'insiste sur le terme «professionnels». C'est-à-dire qu'ils ne sortent pas de leur école pour aller voir un spectacle de danse, de théâtre, de musique», dit Dominique Leduc.

Indice à la baisse

En 2009, un sommet au chapitre de la fréquentation a été atteint avec 7,4 millions d'entrées payantes enregistrées pour des spectacles en arts de la scène. En 2010, ce chiffre est passé à 7 millions d'entrées. En 2001, 6,6

En poste à la tête du Conseil québécois du théâtre (CQT) depuis le 19 octobre dernier, Dominique Leduc croit qu'il est grand temps pour le ministère de la Culture de se pencher sur la situation des arts de la scène. Le CQT, il appert, travaille en ce moment même à la constitution d'une table ronde consacrée à la question, a appris Le Devoir. Actuellement, les artisans du milieu seraient coincés dans une situation impossible, avec des budgets gelés au Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) et des coûts de

millions de spectateurs se sont procuré des billets. Il s'agit pour le moment de l'assistance payante la plus faible depuis que l'Observatoire de la culture et des communications du Québec a ouvert son Enquête sur la fréquentation des spectacles au Québec, en 2004.

Pour ce qui est du théâtre, l'assistance aux spectacles était en baisse de 11 % en 2011 par rapport à 2010.

production qui augmentent, de signaler Dominique Leduc.

« Les créateurs font par conséquent face à une dégradation de leurs conditions de travail », déplore-t-elle. Sur le fond, Dominique Leduc partage l'opinion du comédien et producteur Benoît Brière, qui s'est livré cette semaine à un cri du coeur dans le Journal de Montréal en déclarant que « le théâtre est en danger ». De soutenir la présidente du CQT : « La situation qu'il relève est assez exacte, entre autres en regard des choix de certains diffuseurs qui privilégient la marge de profit plus élevée que leur assure le passage dans leur salle d'un humoriste, dont les coûts de plateau sont moindres et dont les billets sont, souvent, plus chers, plutôt que d'une pièce de théâtre. Un autre enjeu majeur

est que le public ne se renouvelle pas beaucoup. »

Or, qui dit renouvellement en aval dit jeunesse en amont pour venir graduellement combler les sièges laissés vacants par un public vieillissant. C'est là, selon Dominique Leduc, que réside le noeud de l'affaire. « À la base, on parle d'un problème d'inaccessibilité des arts de la scène pour les jeunes. 62 % d'entre eux n'ont pas accès aux arts de la scène professionnels - et j'insiste sur le terme « professionnels ». C'est-à-dire qu'ils ne sortent pas de leur école pour aller voir un spectacle de danse, de théâtre, de musique. Le droit des enfants d'avoir accès à la culture en est un garanti par l'UNESCO », rappelle la présidente du CQT, tout en répétant qu'il est impératif, entre autres pour cette raison, que le Québec se dote d'une véritable politique de la fréquentation des arts de la scène.

L'heure de passer à table

Au sujet de la table ronde de réflexion sur la situation du théâtre au Québec sur laquelle le Conseil québécois du théâtre planche en ce moment, et que Benoît Brière, soit dit en passant, réclame, Dominique Leduc ne laisse planer aucune ambiguïté : « Je suis en poste depuis l'automne dernier et j'avoue que la problématique de la fréquentation est prioritaire pour moi. »

En marge du dossier de la fréquentation, la présidente du CQT dresse un constat troublant. « Je remarque depuis quelques années un mépris croissant envers les artistes. Ce mépris est largement véhiculé par les médias, qui coupent dans leur couverture culturelle. » Elle évoque la lettre que Claude Deschênes a publiée sur sa page Facebook en quittant Radio-Canada en février dernier : « L'espace accordé à la culture a rétréci », écrivait-il alors. « On préfère parler mode de vie, cuisine et sacoche, lance Dominique Leduc dans un soupir. Écrire sur le théâtre ? Bof ! Je me souviens, enfant, de moments passés avec ma grand-mère. Elle ne possédait qu'une troisième année, mais elle avait une curiosité, une ouverture. Je la revois écouter Les beaux dimanches ; je revois le respect qu'elle avait envers les artistes. Ce que je sens aujourd'hui, c'est de la méfiance, voire de la dérision. »

« À une certaine époque, poursuit-elle, le gouvernement a mis en place des campagnes de sensibilisation sur l'importance de bien se nourrir, parce que ça ne pouvait pas se faire tout seul, parce que ça nécessitait un travail d'éducation, parce que ça exigeait un effort initial avant que l'on s'habitue à bien manger. Il serait pertinent d'envisager semblable campagne pour les arts de la

scène. Par ailleurs, il existe toutes sortes de solutions peu coûteuses. Je ne crois pas qu'il s'agisse tant d'une question d'argent que d'une question de volonté politique », suggère Dominique Leduc.

Le ministère de la Culture réagit

Du côté du cabinet du ministre de la Culture et des Communications, Maka Kotto, on se dit « très sensible à la situation du théâtre québécois et aux difficultés rencontrées par les créateurs, les producteurs et les diffuseurs de la scène. [Le ministère] reconnaît qu'à la hauteur de nos capacités budgétaires, nous faisons ce qu'il se doit pour assurer notre soutien indéfectible à la création, à la diffusion et à la production théâtrale ainsi qu'à son rayonnement au Québec comme à l'étranger. Toute réflexion en la matière ne peut qu'enrichir les discussions que nous avons déjà à l'interne ».

Marc-André de Blois, l'attaché de presse du ministre Kotto, y va en outre de quelques précisions : « D'après l'enquête de l'Observatoire de la culture et des communications, le théâtre occupe plus de 36 % de l'ensemble des représentations des disciplines des arts de la scène au Québec, soit 6086 représentations sur un total de 16 634, avec un taux d'occupation des salles de 71,3 %. » Ledit document indique en revanche que le taux d'assistance aux spectacles de théâtre a connu en 2011 une baisse de 11 % par rapport à 2010, un déclin entamé après un sommet en 2009.

« [En] ce qui concerne les compagnies de théâtre relevant de la juridiction du CALQ, les données dont nous disposons démontrent que, depuis 10 ans, le nombre de représentations en tournée est relativement stable. Bien qu'on remarque une baisse de fréquentation dans les théâtres institutionnels depuis deux ans, elle peut être attribuable à des facteurs conjoncturels : chantiers du Quartier des spectacles et de la PdA, augmentation générale de l'offre artistique, impact du numérique, crise économique, etc., nuance à cet égard Marc-André de Blois. La baisse est trop récente pour y décerner une tendance de fond. Mais nous demeurons somme toute vigilants. »

Pour ce qui est de la diffusion parfois ardue du théâtre hors des grands centres, le ministère est conscient du problème : « Certains spectacles arrivent difficilement à tourner au Québec soit en raison des coûts qui y sont associés [nombre de comédiens], soit en raison de la taille du marché ou encore de la capacité d'accueil des lieux [dispositifs scéniques, technologie de pointe, etc.] », reconnaît Marc-André de Blois, qui rappelle toutefois que le CALQ gère un programme d'aide à la circulation de spectacles au Québec. Seules les compagnies de théâtre à but non lucratif y sont admissibles. Les compagnies privées, elles, ont accès au programme de crédit d'impôt de la SODEC.